

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, troisième session

1994, chapitre 81

LOI MODIFIANT LA LOI CONSTITUANT EN CORPORATION LES OBLATES FRANCISCAINES DE SAINT-JOSEPH

Projet de loi 274

présenté par M. Yvan Bordeleau, député de l'Acadie

Présenté le 2 décembre 1993

Principe adopté le 16 juin 1994

Adopté le 16 juin 1994

Sanctionné le 17 juin 1994

Entrée en vigueur: le 17 juin 1994

Loi modifiée:

Loi constituant en corporation Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph
(1956-1957, chapitre 158)



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 81

Loi modifiant la Loi constituant en corporation Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph

[Sanctionnée le 17 juin 1994]

Préambule ATTENDU que Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph ont été constituées en corporation par la Loi constituant en corporation Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph (1956-1957, chapitre 158), ci-après appelée « la Loi »;

Que certaines religieuses faisant partie de la congrégation ont leur domicile en dehors de la province de Québec, il est devenu nécessaire de supprimer l'obligation d'être domicilié dans la province de Québec pour être ou devenir membre de la congrégation;

Que le visiteur et le clerc ne sont plus consultés et n'exercent plus aucun pouvoir prévu dans la Loi;

Qu'il est en conséquence opportun d'abroger, dans la Loi, les dispositions s'y rapportant;

Que le visiteur et le clerc ont donné leur consentement à la présentation du projet de loi;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1956-1957,
c. 158, a. 3,
remp.

1. L'article 3 de la Loi constituant en corporation Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph (1956-1957, chapitre 158) est remplacé par le suivant:

Membres de
droit

« **3.** Sont de droit membres de cette corporation les personnes qui sont ou deviendront membres de la congrégation, mais seulement tant qu'elles en demeureront membres. ».

1956-1957,
c. 158, a. 7,
mod.

2. L'article 7 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

1956-1957,
c. 158, a. 8,
mod.

3. L'article 8 de cette loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

1956-1957,
c. 158, a. 9,
mod.

4. L'article 9 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

Patrimoines
visés

« **9.** La corporation peut exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations et des dots, les pouvoirs suivants : ».

1956-1957,
c. 158, a. 10,
remp.
Changement
de nom

5. L'article 10 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **10.** La corporation peut, par résolution, changer son nom corporatif ou l'endroit de son siège social dans la province. Cette résolution est transmise à l'inspecteur général des institutions financières pour approbation. Si l'inspecteur général l'approuve, il en donne avis à la *Gazette officielle du Québec*. ».

Entrée en
vigueur

La résolution ainsi approuvée entre en vigueur le jour de la publication de l'avis à la *Gazette officielle du Québec*. ».

1956-1957,
c. 158, aa. 20
et 21, ab.
1956-1957,
c. 158, a. 22,
remp.
Dissolution

6. Les articles 20 et 21 de cette loi sont abrogés.

7. L'article 22 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **22.** L'inspecteur général des institutions financières, à la requête de la corporation, peut déclarer cette corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour de la publication d'un avis à cette fin à la *Gazette officielle du Québec*. ».

Dévolution
des biens

Au cas de dissolution, les biens de la corporation, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations, sont dévolus à l'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation. ».

1956-1957,
c. 158, a. 25,
mod.

8. L'article 25 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « préalablement autorisée par son visiteur » ;

2° par la suppression, dans la huitième ligne du deuxième alinéa, des mots « ainsi que de son visiteur » ;

3° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, des mots « autorisée par son visiteur » ;

4° par le remplacement, dans la première ligne du quatrième alinéa, des mots « Le secrétaire de la province » par les mots « L'inspecteur général des institutions financières »;

5° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du quatrième alinéa, des mots « par son visiteur si elle en a un et ».

1956-1957,
c. 158, a. 26,
mod.

9. L'article 26 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « l'assentiment de son visiteur et ».

Entrée en
vigueur

10. La présente loi entre en vigueur le 17 juin 1994.